

PROGRAMME DE COOPÉRATION
POUR LES ANNÉES 2005, 2006 ET 2007
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE
ET LE GOUVERNEMENT FLAMAND

EN APPLICATION DE
L'ACCORD DE COOPÉRATION
CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE
ET LE GOUVERNEMENT FLAMAND

Bucarest, du 13 au 14 octobre 2005

PROGRAMME DE COOPÉRATION
POUR LES ANNÉES 2005, 2006 ET 2007
ENTRE LE GOUVERNEMENT FLAMAND
ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE

EN APPLICATION DE
L'ACCORD DE COOPÉRATION
CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT FLAMAND
ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE

Bucarest, du 13 au 14 octobre 2005

Le président de la délégation roumaine souhaite la bienvenue à la délégation flamande et présente les membres de sa délégation.

Délégation roumaine:

Ministère de l'Economie et du Commerce - Département du Commerce Extérieur

- | | |
|-----------------|--|
| - Mircea TOADER | directeur général pour les affaires européennes, président |
| - Olguta MARIAN | directeur pour les relations avec les pays membres de l'Union Européenne |
| - Ioan MATEESCU | conseiller |

Ministère des Affaires Etrangères

- | | |
|-----------------|---|
| - Cornel ALECSE | conseiller, Direction Europe Occidentale et Europe Centrale |
|-----------------|---|

Ministère de l'Intégration Européenne

- | | |
|-------------|-----------|
| - Ion SERPE | directeur |
|-------------|-----------|

Ministère des Finances Publiques

- | | |
|-----------------|------------|
| - Cristina ROBU | conseiller |
|-----------------|------------|

Ministère d'Administration et de l'Intérieur

- | | |
|---------------|------------|
| - Dana VARLAN | conseiller |
|---------------|------------|

Ministère de l'Agriculture, des Forêts et du Développement rural

- | | |
|----------------|---|
| - Elena ABAGIU | conseiller supérieur, Direction Générale pour Intégration Européenne et Relations Internationales |
| - Alina DURLEA | expert, Direction Générale pour Intégration Européenne et Relations Internationales |

Ministère des Transports, des Constructions et du Tourisme

- | | |
|--------------------|--|
| - Constanta PANA | Secrétaire Générale Adjointe |
| - Adriana PACURARU | expert supérieur, Direction Générale Intégration Européenne et Relations Internationales |

Ministère des Eaux et de l'Environnement

- | | |
|-------------------|---|
| - Dumitru DOROGAN | conseiller, Direction Management des
Ressources des Eaux |
| - Fulvia Cojocaru | expert |

Ministère de la Culture et des Cultes

- | | |
|---------------|--|
| - Anca PINTEA | conseiller, Direction Relations Internationales,
Règlementation Européenne et Harmonisation |
|---------------|--|

Ministère de la Communication et de la Technologie d'Information

- | | |
|---------------|--|
| - Andrei NAGY | conseiller auprès du cabinet du Secrétaire
d'Etat pour la technologie d'information |
|---------------|--|

L'Agence Nationale des Entreprises Petites et Moyennes et de la Coopération

- | | |
|-------------------|--------|
| - Mihaela CRISTEA | expert |
| - Ioana HRISTU | expert |

Le président de la délégation flamande exprime ses remerciements pour l'accueil chaleureux et présente les membres de sa délégation.

Délégation flamande :

**Département Coordination -
Administration des Affaires étrangères**

- Freddy EVENS chef de division, division Europe, président
- Etienne SCHOLLAERT adjoint du directeur, secrétaire

Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture
Administration de la Culture

- Danny DEWEERT collaborateur en chef

Administration des Routes et Communications

- Etienne DEWINNE inspecteur général

Département de l'Économie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture
Administration de l'agriculture et horticulture

- Gert DEMECHELEER adjoint du directeur

En application de l'Accord de coopération conclu entre le Gouvernement de la Flandre et le Gouvernement de la Roumanie, les deux Parties ont signé le Programme de travail pour la période 2005-2007 ci-dessous mentionné, convenu pendant la tenue de la quatrième réunion de la Commission mixte roumano flamande (Bucarest, du 13 au 14 octobre 2005).

1. ÉCONOMIE

1.1. Questions générales

1.1.1. Les deux Parties s'accordent sur l'importance de leurs relations économiques, basées sur la coopération dans différents domaines.

La coopération sera concrétisée par l'échange de savoir-faire et d'expériences liées aux politiques économiques et de développement régional, ainsi qu'à l'emploi de techniques modernes de gestion.

Les deux Parties se feront parvenir de la documentation et de l'information concernant les sujets susmentionnés.

1.1.2. Les deux Parties étudieront la possibilité d'échanger des experts dans les domaines économiques qu'ils détermineront elles-mêmes.

1.2. Démarches particulières

1.2.1. Politique économique, industrielle et régionale

1.2.1.1. Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, des informations dans le domaine de la politique économique, industrielle, régionale et du développement régional.

Elles attacheront une importance particulière à la coopération entre les régions ainsi qu'à la coopération avec les régions tierces dans le cadre des programmes européens y relatifs (fonds structurels, Inter reg).

1.2.1.2. Les deux Parties échangeront une délégation de fonctionnaires des services responsables dans les domaines de l'économie et de la politique régionale, afin d'échanger de l'information, des expériences et du savoir-faire sur les thèmes suivants:

- la politique économique et industrielle (surtout en matière de PME);
- la politique régionale (politique économique subrégionale pour les sub-régions);
- l'aide aux entreprises;
- l'initiative patronale (projets de parrainage);
- les technologies nouvelles favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie et des sources d'énergie renouvelables et alternatives;
- les fonds structurels;
- les contacts avec la Commission européenne et l'élaboration de programmes (surtout en rapport avec Interreg IIC),
- mise en œuvre de l'acquis communautaire.

1.2.2. Politique de développement régional

Les deux Parties échangeront de l'expérience, du savoir-faire, de la documentation, des modèles de travail et de l'information concernant leurs activités dans le domaine du développement régional.

La Partie flamande offre son expérience dans le domaine de la politique économique subrégionale flamande et du Plan Stratégique de l'Économie Spatiale.

La Partie flamande propose notamment aux partenaires roumains ses idées concernant la régionalisation, en particulier l'évolution pratique en ce qui concerne:

- la législation flamande en matière de politique régionale et sa compatibilité avec la législation européenne;
- les sources de financement des programmes d'aide régionale.

Les deux Parties incluront dans leur coopération la question des zones économiques spéciales et elles échangeront leurs expériences en la matière. Une attention particulière sera attachée à l'aspect des terrains industriels durables.

1.2.3. Petites et Moyennes Entreprises

1.2.3.1. Les deux Parties soulignent l'importance du développement de leur coopération en matière de PME.

1.2.3.2. Les deux Parties encourageront le développement des contacts directs entre les PME de Roumanie et la Flandre.

1.2.4. Programmes pour l'encadrement d'entreprises: projets de parrainage

Les deux Parties échangeront des expériences et du savoir-faire dans le domaine des projets de parrainage.

Les projets de parrainage visent la professionnalisation de la gestion d'entreprises petites et la promotion de réseaux entre entreprises.

La stratégie consiste en ce que des groupes fixes d'entrepreneurs de PME se réunissent chaque mois pendant un ou deux ans avec un ou deux conseillers afin d'échanger des expériences. Les conseillers sont des cadres de grandes entreprises ou des entrepreneurs indépendants expérimentés qui sont disposés à mettre leur expérience à la disposition d'autres entrepreneurs.

1.2.5. Renforcement de l'économie roumaine

Dans le cadre de la Commission Mixte une présentation des projets de privatisation du Ministère d'Economie et du Commerce, l'Office de Participations d'état et de la Privatisation dans l'Industrie pour l'année 2005 a été faite. Sur la base de cette proposition et des matériaux promotionnels lesquels seront mis à la disposition par la Partie roumaine, les partenaires flamands identifieront des investisseurs potentiels intéressés pour ces projets;

Dans le sens de celui ci-dessus mentionnées, la Partie roumaine souhaite organiser une rencontre avec les investisseurs potentiels intéressés (mission économique/ séminaire pour la promotion) en Roumanie ou en Flandre.

La Partie roumaine souhaite qu'un groupe de travail soit constitué dans le domaine industriel pour l'identification des opportunités de coopération entre les agents économiques des deux Parties.

2. COMMERCE EXTÉRIEUR

- 2.1.** Les deux Parties s'engagent à promouvoir les relations commerciales entre la Flandre et la Roumanie.
- 2.2.** Les deux Parties organiseront des séminaires et des missions économiques d'après les besoins.

Actions prévues (sous réserve) par la Partie flamande pendant la période de validité du programme (2005-2007):

En 2005:

- octobre ou novembre: mission économique multisectorale;

En 2006:

- période à déterminer: mission économique multisectorale présidé par SAR le Prince Philippe ;

In 2007:

- deuxième trimestre: mission multisectorale;
- période à fixer: voyage d'affaires axé sur la construction, l'alimentation et l'environnement.

- 2.3.** Au cours de l'année 2005 s'opérera une fusion entre Flanders Export Promotion Agency et Flanders Foreign Investment Office dans une nouvelle institution "FIT – Flanders Investment and Trade", qui s'occupera de différents aspects de l'entreprise internationale:
- exportations;
 - attirer les investisseurs étrangers en Flandre;
 - promouvoir à l'étranger les investissements flamands, l'échange technologique, joint ventures, plusieurs formes de coopération.
- 2.4.** Les deux Parties échangeront des informations concernant les opportunités commerciales et les investissements. Ad hoc, et à la demande de l'autre Partie, les deux Parties échangeront des informations concernant leurs marchés et secteurs respectifs et leurs expériences et savoir-faire en matière de promotion de l'entreprise internationale.

3. AGRICULTURE

3.1. Dans le domaine des cultures arables:

- échange de spécialistes dans le domaine de la culture et la transformation (industrialisation) du lin;
- projets de coopération dans le domaine de la culture du lin en Roumanie, tenant compte de la tradition de l'agriculture flamande dans ce secteur;
- projets de coopération dans le domaine des cultures oléagineuses et protéiques.

3.2. Dans le domaine de l'horticulture: projets de collaboration dans l'aménagement des serres et la modernisation des serres encore fonctionnelles; projets de coopération dans le domaine des cultures irriguées; visites des spécialistes aux fermes spécialisées dans la culture des légumes de champ et des arbres fruitiers; un intérêt particulier présente la coopération dans le domaine de la création des plantations d'arbres et arbustes fruitiers.

3.3. La Partie flamande examinera la possibilité d'assister la Partie roumaine par des projets spécifiques (en collaboration avec les coupoles socio-économiques de Flandre, les instituts de recherche flamands et la vie économique flamande) à l'élaboration et à la réalisation de leur programme de développement rural dans le cadre du programme SAPARD de l'UE.

3.4. La Partie flamande est disposée à mettre à la disposition de la Partie roumaine, dans les limites des possibilités budgétaires, sa connaissance et son expérience dans le domaine de la production, de la transformation et de la commercialisation des fruits, des légumes et du poisson, en conformité avec la législation européenne. Dans ce cadre la Partie flamande est disposée à mettre à la disposition sa connaissance et son expérience dans les domaines de la fondation et le fonctionnement des organisations de producteurs.

3.5. La Partie roumaine souhaite développer un partenariat avec la Flandre concernant la construction institutionnelle dans le domaine de la Politique Agricole Commune.

4. ENVIRONNEMENT

4.1. Les deux Parties sont disposées à coopérer pour réaliser les points suivants dans le domaine de l'environnement :

- la Partie flamande est disposée à offrir son expertise dans le domaine du sol/déchets, de la planification de la Politique d'environnement/ l'évaluation stratégique des incidences sur l'environnement (ESIE), de l'eau, de la nature et de l'éducation de l'environnement. Dans ce cadre, la Flandre est disposée à inviter un team de cinq (5) experts, parlant couramment l'anglais et/ou le français pendant la durée de validité du programme de coopération, pendant une période de cinq (5) jours afin d'échanger des connaissances et de développer des contacts avec les acteurs flamands.

4.2. Les deux Parties prennent note du déroulement des projets suivants:

- la vérification des eaux dans le bassin hydrographique de Arges;
- la surveillance intégrée du Lac Techirghiol (Constanta County);
- Master Plan pour le traitement d'eaux résiduelles dans le bassin hydrographique de l'Olt;
- l'amélioration de la gestion pour la région protégée avec des dunes marines de Agigea (Constanta County);
- le monitoring de la pollution de l'air dans la région de Prahova.

L'Agence flamande de l'Environnement (VMM) est prête à mettre à disposition son expertise moyennant des stages de formation d'experts de l'administration avec un maximum de quinze (15) jours ouvrables par an (1/2 mois/an) dans les domaines suivants:

1. réseau de mesure pour la qualité de l'air: conception du projet, analyse et échantillonnage;
2. réseaux de mesures de la qualité chimique et biologique des eaux de surface - conception du projet, analyse et échantillonnage - et la surveillance de la qualité;
3. inventaires des émissions dans l'atmosphère et les eaux;
4. rapportage sur l'état du milieu, analyse d'impact sur le milieu et analyse stratégique;
5. tarification et redevances sur les eaux usées;
6. banque de données concernant l'air, l'eau et autre information environnementale;
7. gestion intégrée de l'eau;
8. registre des transferts des polluants (PRTR).

Pour les projets spécifiques se situant dans le champ d'expertise de la VMM, la VMM peut envoyer des experts sur place pour une durée maximale de sept (7) jours ouvrables par an (1 semaine)

Les stages et les missions seront organisés en concertation sur base d'une demande précise et d'un programme concret et à condition que l'objectif soit réalisable pendant la période prévue.

4.3. OVAM

La Société publique flamande des déchets (OVAM) est prête à coopérer dans le domaine de déchets et de la décontamination des sols avec le but d'échanger de la connaissance et information concernant des points spécifiques à ce sujet.

Elle a été sélectionnée en tant que junior partner pour contribuer dans la région de Bacau à la mise en place d'un Centre d'Excellence pour le traitement de déchets organiques et ordures ménagères pour l'Agence régionale de l'Environnement.

5. TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE

5.1. Circulation routière et transport

5.1.1. La Partie flamande est disposée à recevoir une délégation de cinq (5) experts pour une période de cinq (5) jours (y compris les visites à divers lieux restant à déterminer) en vue de fournir de l'information, de la formation et de la documentation en fonction des différents points d'intérêt en matière :

- des plans de circulation incorporant des boucles et la circulation à sens unique;
- des plans et des conventions de mobilité ;
- de la création et du fonctionnement d'un Centre de Circulation flamand dispatching de la circulation assuré par la police fédérale (e.a. circulation en blocs et réseau des bornes d'appel) ;
- de la signalisation variable en vue des informations routières et du guidage de la circulation, des panneaux indicateurs mobiles remorqués, de la coordination du réglage des feux de signalisation, des mesures prioritaires pour les transports en commun dans la circulation (commande à distance des feux de circulation) ;
- du développement d'un "internet-site" relatif aux travaux routiers et à la réglementation routière ;
- des applications du site Intranet et du CD-ROM en matière de la signalisation de chantier au droit des travaux routiers en matière des panneaux de signalisation routière ;
- de la politique en matière des "points noirs" de la circulation;
- des informations sur les applications du S.I.G. (Système d'Information Géographique), de l'organisation des études et des mesurages relatifs à la circulation, traitement des images digitales (caméras vidéo) en vue de la gestion de la circulation systèmes RDS-TMC, de la télématique dans les véhicules;
- réduction des congestions de route, y compris l'insécurité, à l'endroit des travaux routiers sur autoroute;
- systèmes d'insertion alternante de la circulation sur les bandes d'autoroute, des carrefours giratoires et des aménagements réduisant la vitesse, du co-voiturage, de l'aménagement de pistes cyclables et piétonnières, de l'aménagement de parkings;
- de la politique en matière de pistes cyclables;
- de la gestion des pistes piétonnières;
- des équipements de sécurité à proximité des écoles;
- des informations sur la sécurité routière en général : sécurité routière et communication avec les usagers de la route, éducation en matière de sécurité routière, campagnes de sensibilisation et études à ce sujet;
- du Partenariat privé public (PPP);
- du nettoyage et de l'entretien des routes ; des méthodes et matériel de contrôle en vue de constater l'état des routes;
- aménagements pour les personnes handicapées;
- de mesurages de rugosité sur les marquages routiers suivant les méthodes SRT et "Grip Tester";
- du rôle des services d'entretien de secours afin d'éliminer les résultats des cas urgents ainsi que les principes d'organisation de leur travail;
- de défense de doubler temporairement (heures de pointe) par les poids lourds sur certaines autoroutes;

- de murs antibruit le long des autoroutes;
- du contrôle des poids lourds surchargés sur les autoroutes.

5.1.2. Sur demande de la Partie roumaine, la Partie flamande est disposée à apporter sa collaboration à fournir de l'expertise dans les domaines suivants et à des conditions à convenir plus tard:

- audits de sécurité des routes existantes, audits de projet, rassemblement des données sur les accidents de la route et traitement de ces dernières dans une banque de données (routières) y compris les activités nécessaires en vue d'analyser les causes des accidents de la route;
- instaurer des mesures techniques de sécurité sur des routes urbaines et non urbaines ;
- l'organisation d'une visite technique et spécialisée (formation) pour trois (3) experts afin d'implémenter les dernières réalisations techniques dans le domaine de la gestion de la circulation en Flandre (télématique dans la gestion de la circulation, centre d'information multimodal et techniques de traitement de vidéo) pour membres des directions relevantes du Ministère des Transports, des Constructions et du Tourisme;
- fournir de l'expertise dans les domaines divers aux fonctionnaires du Ministère des Transports, des Constructions et du Tourisme en vue de la préparation de la loi sur la sécurité routière et le développement des programmes de sécurité routière vers l'année 2007, la rédaction de la législation roumaine concernant la réglementation du transport public de personnes par la route, conforme aux réglementations de l'Union européenne ;
- collaboration en matière de communication de sécurité routière et échanges de méthodologies d'information et d'expériences et de connaissances en matière d'éducation de sécurité routière et de planification des recherches dans ce domaine ;
- en ce qui concerne l'exploitation du transport public urbain et interurbain, l'expertise suivante peut être mise à la disposition de la Partie roumaine:
 - communication de données entre les véhicules et les installations fixes en tant que combinaison entre les systèmes radio, GPS et d'oblitération ;
 - systèmes d'exploitation et d'information intégrés et, dans un avenir proche, disponibilité des informations en résultant sur Internet ;
 - l'aménagement de points de transbordement intermodaux, notamment la combinaison autobus et gares ferroviaires en P/R.

Les Parties concernées vont coopérer dans les thèmes suivants:

- la participation des spécialistes aux séminaires, cours et post graduats dans le domaine des transports routiers, et particulièrement en ce qui concerne la sécurité routière ;
- l'organisation des visites portant sur l'échange d'expérience, tant en Flandre qu'en Roumanie.

5.2. Les voies navigables et maritimes

Les deux Parties sont disposées à échanger des informations et de l'expérience dans un ou plusieurs des thèmes suivants:

5.2.1. Infrastructures, gestion et politique portuaires

- conception, construction d'infrastructures portuaires (tant maritimes que fluviales);
- rénovation d'infrastructures portuaires (projet et exécution);
- travaux de dragage dans les ports;

- réglementation du traitement de produits dangereux dans les zones portuaires;
- réglementation des transports maritimes (contrôle public des ports, sécurité de la navigation, etc.).
- appui pour l'harmonisation de la législation nationale avec celle de l'Union européenne dans le domaine des transports maritimes;
- formation et échanges d'expérience dans un milieu opérationnel.

5.2.2. Voies navigables

- conception et réalisation de travaux hydrauliques;
- réutilisation de matériaux de construction dans les travaux hydrauliques;
- entretien des voies navigables.

5.2.3. Nouvelles techniques

- construction de digues éco techniques;
- élaboration d'un «Système Hydro Météo»;
- dragage, traitement et entreposage de matières de dragage;
- développement du « Global Marine Distress Safety System» (GMDSS);

5.2.4. Coopération scientifique

Le "Flanders Hydraulics Research Laboratory" du Ministère de la Communauté flamande est disposé à nouer de nouveaux contacts avec des administrations et des institutions scientifiques roumaines en vue de mettre sur pied des programmes de collaboration en matière d'une ou plusieurs disciplines d'étude suivantes :

- prévention d'inondations et activités hydrométéorologiques (coopération avec le National Institut for Meteorology, Hydrology and Water Management);
- études hydrauliques et hydrologiques à l'aide de modèles physiques et mathématiques;
- ingénierie et planification portuaires, voies d'accès maritimes et travaux de dragage;
- études écologiques en matière d'ouvrages d'art respectant l'environnement le long des voies hydrauliques;
- études nautiques et formation à l'aide d'un simulateur de navigation et d'un bassin d'essai des carènes.

5.2.5. Les deux Parties sont d'accord d'analyser ensemble les possibilités d'établir un programme de formation pour des navigateurs roumains en vue d'obtenir les brevets de navigateurs sur les voies navigables européennes (p.ex. le canal Rhin Main Danube).

5.2.6. Deux (2) fonctionnaires roumains et flamands seront invités respectivement en Flandre et en Roumanie pour une période de cinq (5) à sept (7) jours, afin d'échanger des informations et leur savoir-faire dans un ou plusieurs des thèmes susmentionnés.

Les deux Parties ont convenu que pour le chapitre 5 la liste des propositions n'est pas limitative.

6. POLITIQUE DE SANTÉ ET POLITIQUE SOCIALE

6.1. Soins de santé

Les deux Parties collaboreront dans le domaine social et médical, par l'échange d'information et d'expérience sur le plan de la promotion de la santé, de la prévention médicale et de l'organisation du secteur des soins de santé.

Ces échanges pourront se situer dans les domaines suivants:

- l'organisation d'un dépistage efficace du cancer du sein;
- prévention du suicide et de la dépression;
- soins de santé relatifs à l'environnement (effets de facteurs chimiques, physiques et biologiques);
- prévention de la consommation problématique de l'alcool et des drogues;
- la qualité des soins de santé;
- encouragement de la coopération entre les instituts concernant les maladies sexuelles transmissibles (e.a. le HIV/SIDA);
- l'aide aux familles et soins à domicile;
- l'assistance aux personnes âgées;
- le bénévolat pour l'aide sociale et les soins de santé.

6.2. Coopération

La Partie flamande se déclare disposée à accueillir une délégation d'experts roumains pour une visite d'étude en vue d'échanger de l'expérience dans les domaines mentionnés ci-dessus. La Partie flamande préparera un programme ad hoc après concertation avec la Partie roumaine.

7. COMMUNICATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Pour les deux Parties les communications et la technologie de l'information sont des domaines prioritaires pour le développement de compétitivité économique. Le Ministère des Communications et de Technologie de l'Information souhaite coopérer avec la Partie flamande dans les domaines suivants :

- l'implémentation des projets spécifiés dans le plan d'action e-Europe ;
- la transition vers une société informationnelle, en particulier la dissémination des meilleures pratiques et échange d'expériences ;
- le développement des services de type e-Government, e-Health, e-Learning, e-Commerce ;
- les implications pour la réforme dans l'administration publique.

8. EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Les deux Parties continueront leur coopération dans les domaines du marché de l'emploi et de la politique de l'emploi et elles encouragent les contacts entre les instances compétentes et entre les partenaires sociaux.

À la demande de la Partie roumaine la Partie flamande (administration de l'Emploi) invitera une délégation roumaine de trois (3) experts pour venir échanger en Flandre de l'information et de l'expérience concernant la politique de l'emploi, la formation professionnelle et le dialogue social.

L'administration flamande examinera, dans le cadre du programme de coopération avec l'Europe centrale et orientale, les possibilités de jouer un rôle dynamisant pour la réalisation de nouveaux projets dans le domaine de l'emploi.

L'administration flamande fonctionnera comme facilitateur pour une coopération éventuelle avec tous les acteurs et tous les réseaux qui sont actifs dans le domaine de la formation professionnelle, le marché de l'emploi et la politique de l'emploi.

À la demande de la Partie roumaine la Partie flamande (administration de l'Emploi) offrira à la Partie roumaine son expertise dans le domaine de la gestion des programmes dans le cadre des fonds structurels européens, notamment le Fonds Social Européen.

Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, de l'information concernant la politique du marché de l'emploi et la formation professionnelle.

Les deux Parties examineront les modalités d'une action commune, avec des pays tiers, qui seront offertes par les organisations internationales.

Le ministère roumain du Travail et de la Solidarité Sociale et l'administration flamande de l'Emploi continueront leur coopération dans le cadre du programme de travail 2005-2007.

9. SCIENCE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Les deux Parties sont convenus d'aligner leur coopération, à partir de 2006, entièrement au Programme Cadre européen pour la Recherche et le Développement.

Les deux Parties se félicitent de l'Accord de coopération scientifique entre l'Académie Roumaine et la Fondation de Recherche (FWO) flamande, qui a été renouvelé pour quatre ans, le 29 septembre 2005.

10. CULTURE

10.1. Généralités

Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, des informations et des publications sur les arts plastiques, le design, l'architecture, les musées, le patrimoine culturel, l'archéologie, la culture populaire, la littérature, les traductions, les arts de la scène, la musique, film et arts audiovisuels, les centres de séjour pour artistes, les arts amateurs, l'éducation des adultes socioculturelle, les bibliothèques, les centres culturels, la politique culturelle locale, les festivals et concours à caractère international, l'animation des jeunes, y compris l'information et la documentation concernant la coopération culturelle en général.

Les deux Parties souhaitent réserver, pendant la durée de validité de ce programme, une banque de jours de quarante (40) jours au maximum en vue de l'échange d'experts dans les disciplines énumérées dans l'article précédent.

Les deux Parties souhaitent renforcer leur coopération culturelle européenne et collaborer effectivement dans le cadre des programmes culturels du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO, profitant en même temps de l'ouverture offerte des programmes culturels de l'Union européenne.

Les deux Parties soutiendront des contacts directs entre des institutions et associations culturelles.

La Partie roumaine invite la Partie flamande de s'associer aux projets organisés dans le cadre du programme « Sibiu – Capitale européenne de la culture en 2007 ».

10.2. Arts plastiques

Les deux Parties souhaitent échanger annuellement des experts dans le domaine des arts plastiques, des arts appliqués, de l'architecture, du design ou du patrimoine culturel, pour une période de sept (7) jours au maximum.

Les deux Parties sont disposées à échanger un artiste/expert dans le domaine des arts plastiques pour une période de quatorze (14) jours au maximum.

Si il s'agit d'un artiste graphique, il/elle sera invité(e) pour in séjour de travail dans le «Frans Masereelcentrum» à Kasterlee.

Un logement gratuit et un per diem de 50,00 euros seront offerts.

La Partie roumaine manifeste sa disponibilité d'accueillir des artistes plastiques flamands aux stages de création de Sângeorz Băi, Praid, Reghin, Tescani, Ipotești, Oravița.

S'il s'agit d'un artiste des arts plastiques/un expert/un critique il/elle sera accueilli(e) par AIR (Artists in Residence) à Anvers. Un per diem de 75,00 euros sera offert comme indemnité de séjour.

La communauté flamande souhaiterait recevoir des informations concernant les résidences des artistes en Roumanie.

Les deux Parties examineront la possibilité d'échanger une exposition pendant la durée de validité du programme.

10.3. Patrimoine culturel

Les deux Parties sont disposées à échanger une délégation mixte (fonctionnaires et personnes actives sur le terrain) de cinq (5) experts pour une période de sept (7) jours dans le domaine du patrimoine culturel (matériel et immatériel) (p.e. musées, archives, culture populaire) pour analyser la possibilité de réaliser des projets communs (p.e. dans le domaine de la digitalisation du patrimoine culturel, de la recherche ethnologique dans la culture quotidienne en vue de la promotion de la communication

interculturelle, la protection et la conservation du patrimoine culturel, le développement du documentaire dans le secteur patrimoine).

Les deux Parties sont disposées à améliorer et stimuler les réseaux des institutions du patrimoine des deux pays au profit de l'échange d'expériences, d'experts et de capacités en ce qui concerne le patrimoine matériel et immatériel.

Dans le cadre de la convention-Unesco du 17 octobre 2003, les deux Parties examineront la possibilité de réaliser des projets communs concernant e.a. les méthodologies à inventariser et à conserver le patrimoine immatériel en Roumanie et en Flandre.

Dans une première phase, un échange d'expérience et de know-how peut avoir lieu entre l'administration flamande de la Culture et le Ministère roumain pour le Patrimoine Culturel.

Les deux Parties s'informeront réciproquement sur les manifestations dans le domaine des musées et des arts populaires (salons, colloques, réunions etc.) et encourageront leurs spécialistes à y participer. Les Parties veilleront également à échanger leurs publications respectives dans ces domaines.

Les deux Parties s'informeront mutuellement sur les manifestations et les conférences internationales importantes. Les échanges d'experts et d'artistes s'effectueront sur base d'accords et de contacts directs entre les organisateurs et à leur charge.

10.4. Monuments et archéologie

Les deux Parties stimuleront l'échange d'information et d'expérience dans le domaine des musées et de la conservation.

Les deux Parties s'informeront réciproquement sur les expériences d'intérêt commun dans le domaine de la protection du patrimoine culturel immobile;

Les deux Parties conviennent à agir prioritairement pour la formation des experts de techniques de conservation et de restauration des monuments et des spécialistes de la recherche dans le domaine des monuments.

10.5. Littérature

Les deux Parties encourageront mutuellement la littérature et la culture de l'autre Partie. Elles encourageront les traductions et la participation à des salons internationaux du livre.

Pendant la durée de validité du présent programme la Partie flamande est disposée à accueillir un (1) traducteur roumain pour une période d'un (1) mois à la Maison de la Traduction à Louvain.

Contrairement à l'arrangement financier d'usage, ce traducteur aura le logement gratuit et une bourse de séjour de 1000,00 euros lui sera offerte.

Les modalités concernant les conditions d'admission et la procédure d'inscription peuvent être obtenues auprès de l'administration flamande de la Culture.

Comme suite à son séjour à Louvain, la possibilité sera offerte au traducteur de résider dans une résidence de l'organisation littéraire "Het Beschrijf" où il/elle pourra coopérer avec un auteur flamand.

Chaque Partie apportera son soutien à la traduction, à la publication et à la diffusion d'œuvres scientifiques et d'œuvres littéraires d'auteurs classiques et contemporains de l'autre Partie.

10.6. Arts de la scène

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties sont disposées à échanger une compagnie dans le domaine de l'art de la scène de six (6) personnes au maximum pour une période de cinq (5) jours au maximum.

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties encourageront l'échange d'un (1) expert dans le domaine de la danse ou du théâtre pour une période de cinq (5) à sept (7) jours.

Les deux Parties examineront la possibilité d'échanger des observateurs lors de grands festivals ou concours des arts de la scène.

10.7. Musique

Les deux Parties sont disposées à échanger, pendant la durée de validité de ce programme, un petit ensemble musical de six (6) personnes au maximum pour une tournée de concert de cinq (5) jours au maximum.

Les deux Parties sont disposées à envoyer, pendant la durée de validité de ce programme, deux (2) experts en matière de musique pour une (1) semaine au maximum.

Les deux Parties examineront la possibilité d'échanger des observateurs lors de grands festivals ou concours de musique.

Les deux Parties s'informeront réciproquement sur leurs festivals et autres événements théâtraux importants. Elles encourageront leurs ensembles, solistes, metteurs en scène, scénographes et chorégraphes à y prendre part.

La Partie roumaine propose l'organisation en Roumanie d'un séminaire sur le thème « Le management théâtral », avec la participation des spécialistes intéressés des deux Parties.

La Partie roumaine propose la réalisation en Roumanie d'un atelier de travail / échange d'expérience sur la scénographie.

10.8. L'éducation socioculturelle des adultes

Pendant la durée de validité du programme, les deux Parties échangeront des délégations de trois (3) à cinq (5) personnes à faire une visite d'étude de sept (7) jours au maximum afin de faire connaissance de l'éducation socioculturelle des adultes, de la politique culturelle locale et des centres culturels.

La délégation se composera de préférence de fonctionnaires et de personnes actives sur le terrain.

Une bonne connaissance de la langue française ou anglaise est requise.

10.9. Bibliothèques

La Partie flamande propose d'élaborer, de commun accord, un programme de formation de professionnels du secteur des bibliothèques publiques, afin de soutenir la promotion de l'expertise en Roumanie.

La Partie flamande accueillera trois (3) professionnels pendant sept (7) jours pour un stage en Flandre.

Une bonne connaissance de la langue française ou anglaise est requise.

10.10. Arts amateurs

La Partie flamande propose de développer, en concertation, des projets dans le domaine des arts amateurs. Il s'agit par exemple de projets de parrainage, de l'échange de connaissances et d'expériences, de programmes d'entraînement et de stage, de l'échange de groupes, de publications, documentation et informations.

En préparation de ces projets, le partenaire flamand propose que les deux Parties échangent, pendant quatre (4) jours, trois (3) personnes qui ont de l'expertise dans le domaine des arts amateurs, pour examiner la possibilité de réaliser ces projets conjoints.

La Partie roumaine informe que le domaine des arts amateurs implique, notamment, les domaines du folklore et des traditions.

10.11. Cinématographie

Les deux Parties encourageront la participation des leurs représentants aux festivals et aux manifestations cinématographiques organisées sur leur territoire.

Les deux Parties favoriseront la coopération directe entre des institutions cinématographiques et entre cinéastes en matière de coproduction de films (et ceci notamment dans le cadre du fonds européens de coproduction 'Eurimages') et d'échanges de services, de même qu'entre leurs cinémathèques en matière d'échanges de matériaux publicitaires et d'information.

11. JEUNESSE

- 11.1.** Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties échangeront des délégations de quatre (4) personnes au maximum (fonctionnaires responsables et animateurs des jeunes) pendant sept (7) jours au maximum, concernant le rôle, le profil et la mission de responsables des jeunes (locaux, régionaux et internationaux).

- 11.2.** Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties échangeront des délégations de quatre (4) personnes au maximum (fonctionnaires responsables et animateurs des jeunes) pendant sept (7) jours au maximum, en vue d'approfondir le Livre blanc de la Commission européenne: "Un nouvel élan pour la jeunesse européenne" en échangeant de bonnes pratiques relatives aux thèmes spécifiques des jeunes dans le Livre blanc.
- 11.3.** Les deux Parties s'accordent d'envoyer et d'accueillir des experts de jeunes afin de participer à d'événements internationaux de jeunes.

12. SPORT

Les deux Parties mettront annuellement à disposition un contingent de quinze (15) jours pour permettre aux athlètes, entraîneurs et responsables de participer dans l'autre pays aux stages, cliniques, voyages d'études et congrès dans le domaine du sport.

13. ÉDUCATION

13.1. Échange d'informations et de documentation

Pendant la durée de validité du présent programme les deux Parties échangeront des informations et de la documentation, relatives à tous les niveaux et à toutes les formes d'enseignement.

La Partie flamande s'intéresse surtout à la structure et l'organisation de l'enseignement.

13.2. Échanges de professeurs/lecteurs/d'experts

La Partie flamande peut contribuer au processus de l'adhésion de la Roumanie à l'UE dans le domaine de l'enseignement supérieur par des programmes de formation, training des experts et fonctionnaires, échange d'expérience dans le domaine de la législation/réglementation de l'enseignement.

Les deux Parties échangeront annuellement deux (2) experts/professeurs, rattachés à un institut d'enseignement supérieur/université, pour un séjour de sept (7) jours (deux fois sept jours) afin de leur permettre à participer à des congrès, des conférences ou des discussions concernant la réorganisation de l'enseignement supérieur à l'occasion de l'introduction de la déclaration de Bologne, ou pour participer à de brefs séminaires ou colloques en matière de télé-enseignement, apprentissage par voie électronique, ... (formation en ligne, apprentissage).

Ces échanges peuvent être employées pour des visites préparatoires en vue de développer des projets dans le cadre des programmes européens ou de commencer des réseaux entre instituts de l'enseignement supérieur.

13.3. Bourses

13.3.1 Bourses de spécialisation

Pour les années académiques 2005 – 2006 et 2006 – 2007 la Partie flamande offre chaque année trois (3) bourses de spécialisation de dix (10) mois chacune (total de 30 mois).

Les bourses offertes par la Partie flamande sont valables pour la durée d'une année académique. Pour un programme 'maîtrise' comprenant deux années académiques, une nouvelle demande doit être introduite après la première année.

L'offre des programmes de formation universitaire – niveau «master» - figure dans la brochure "Advanced university education", publiée par le VLIR ou sur les sites Internet des universités, dont les adresses se trouvent sur le site www.vlir.be

Pour certaines spécialisations, les frais d'inscription sont élevés. Cependant, les frais remboursés par la Partie flamande sont plafonnés au niveau des frais d'inscription d'une formation de base (fixés par le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* (Conseil interuniversitaire flamand) et le *Vlaamse Hogescholenraad* (Conseil des instituts supérieurs) (pour l'année académique 2004 – 2005: 502 euros). Les candidats qui se présentent pour une spécialisation dont les frais d'inscription sont supérieurs à ceux d'une formation de base, sont censés payer la différence eux-mêmes.

13.3.2. Bourses de recherche

Pour les années académiques 2005 – 2006 et 2006 – 2007 la Partie flamande offre chaque année six (6) mois de bourses, divisibles en bourses au minimum de trois (3) mois.

13.4. Cours d'été de langue et de culture néerlandaises

La Partie flamande offre à la Partie roumaine annuellement au moins deux (2) bourses pour participer au Cours d'été de langue et de culture néerlandaises qui est organisé soit par le Limburgs Universitair Centrum (Centre universitaire du Limbourg) soit par le Talencentrum Universiteit Gent (Centre de langues de l'Université de Gand). Ces cours de trois (3) semaines sont organisés chaque année. Ils sont destinés en premier lieu aux étudiants de la langue néerlandaise dans les instituts d'enseignement supérieur en Roumanie. Les candidats doivent avoir une connaissance suffisante de la langue néerlandaise (niveau: Connaissance élémentaire du Certificat de Néerlandais Langue Etrangère).

L'attribution des bourses est faite par la Nederlandse Taalunie (L'union linguistique néerlandaise) en coopération avec les organisateurs flamands. La répartition des candidats entre les deux centres est effectuée par la Nederlandse Taalunie. Cela signifie que les candidats ne sont plus répartis en fonction du pays d'origine. La Partie flamande attire l'attention sur la nouvelle procédure: les candidats envoient leur formulaire d'inscription, dûment signé par leur professeur de langue néerlandaise, directement à l'administration de l'enseignement supérieur. Parmi les candidats la Nederlandse Taalunie en choisit les plus aptes.

La liste des candidats sélectionnés est envoyée à titre d'information à l'instance roumaine qui s'occupe de l'attribution des bourses.

La brochure « Nederlandse taal en cultuur » (y compris le formulaire d'inscription) est envoyée par la Nederlandse Taalunie à tous les instituts où la langue néerlandaise est enseignée, ainsi à l'ambassade de Belgique à Bucarest. Elle peut être consultée sur le site Internet: www.taalunieversum.org/taalunie/summer_courses_in_dutch

14. TOURISME

- 14.1.** Les deux Parties encourageront l'échange d'informations sur la législation et la réglementation relatives au tourisme, d'informations statistiques, de documentation et d'études sur le développement du tourisme.
- 14.2.** Les deux Parties encourageront l'échange de matériel de promotion touristique, et la promotion de la participation d'organisations de tourisme aux événements touristiques en Roumanie et en Flandre.
- 14.3.** Les deux Parties encourageront l'organisation de voyages d'étude pour journalistes, reporters de radio et de télévision, chercheurs et spécialistes dans le domaine du tourisme.
- 14.4.** Les deux Parties encourageront l'organisation de séminaires, colloques et groupes de travail sur des thèmes touristiques proposés par la Partie intéressée, dans le but de l'échange d'expérience et des idées.

15. L'AMENAGEMENT DE TERRITOIRE

- 15.1.** Les deux Parties encourageront l'échange d'informations sur la législation et la réglementation relatives à l'aménagement du territoire, aux informations statistiques, à la documentation et aux études sur le développement durable.
- 15.2.** À la demande de la Partie roumaine, la Partie flamande est disposée à partager son expertise dans le domaine de l'aménagement du territoire.
- 15.3.** La Partie roumaine est intéressée à rendre une visite à l'administration flamande pour échanger de l'expérience dans ce secteur.

16. CAPACITY BUILDING

16.1. Bourse pour le Collège d'Europe à Natolin

La Partie flamande (administration des Affaires étrangères) offrira une contre-valeur de dix mille euros (10.000 €) pour une bourse à un étudiant roumain au Collège d'Europe à Natolin (Varsovie) pour les années académiques 2005-2006 et 2006-2007.

La sélection des étudiants sera effectuée par le Collège d'Europe en concertation avec les autorités roumaines compétentes.

16.2. Gestion portuaire

La Partie flamande (administration des Affaires étrangères) offre à la Partie roumaine la possibilité d'envoyer des experts à des séminaires dans le domaine de la formation en gestion portuaire, organisés par APEC (Antwerpen/Flanders Port Training Center) pour les années 2005 et 2006.

La Partie roumaine présentera ses candidats pour ces séminaires. Les participants seront sélectionnés par APEC. La Partie flamande couvre les frais de participation à ces séminaires. Les frais de parcours internationaux sont à charge du participant ou de l'organisation dont il dépend.

17. LA COOPÉRATION SUR BASE DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME FLAMAND DE COOPÉRATION AVEC L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Les deux Parties réaffirment leur intention de développer leur coopération par des projets avec l'agrément et le support des deux côtés.

La Partie flamande met à la disposition de la Partie roumaine son expertise dans les domaines suivants : le développement des PME, l'emploi, la gestion des fonds européens pour le développement régional et dans le cadre de la politique agricole, l'agriculture, le développement régional, l'environnement, les ports, le développement de la capacité humaine et la gestion et la réforme des services publics.

La Partie roumaine informera la Partie flamande par la voie diplomatique des priorités du Gouvernement roumain pour la coopération avec la Flandre dans le cadre du programme de coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale.

Une contribution minimale de quinze (15) pourcent du budget total de chaque projet sera financée par le partenaire ou les autorités roumaines.

Les 44 projets suivants ont été soumis pour évaluation en 2005 aux deux Parties.

Les propositions de projet ont été évaluées par les deux Parties, en tenant compte de leurs priorités et sur base des critères qui ont été fixés par les Parties respectives.

La Partie flamande a évalué les projets et les a classés dans l'ordre qui suit :

- 19 projets ont obtenu un score de plus de 50%;
- 12 projets ont obtenu un score de moins de 50% et sont exclus par conséquent;
- 13 projets ont été exclus pour des raisons formelles.

La Partie roumaine considèrerait comme recevable 18 des 19 projets qui étaient admis par la Partie flamande.

Un budget de 700.000 euros est disponible pour financer les projets.

Les deux Parties ont établi une liste de projets par ordre de priorité, basée sur leurs évaluations respectives. Elles se sont mises d'accord de proposer au Gouvernement flamand les 9 projets ci-dessous dans l'ordre suivant :

No.	Project title	Flemish promoter	Romanian partner	Requested budget
ROE/026/05	IWM in Teleorman County / Integrated Water Management for local authorities in the Danube Basin – Pilot project in Teleorman County	WES vzw	Teleorman Local Authorities Association	95.990,6 EURO – 21 months
ROE/003/05	CONTOUR / Supporting rural tourism development for rural communities' revival by creating a supportive framework for training, consultancy and networking	Syntra West vzw	Center for Rural Assistance	203.300,50 EURO – 24 months
ROE/002/05	OMAP / Oradea Metropolitan Area traffic Planning	HEMMIS n.v.	Cityhall Oradea / Oradea City Hall	105,990 EURO – 24 months
ROE/008/05	Sustainable construction in Constanta / Training for local authorities in sustainable construction of public infrastructure in the Constanta County	Intergemeentelijke Vereniging INTERLEUVEN	County Council Constanta	119.312 EURO – 36 months
ROE/011/05	Pre accession support on trade union level	Vlaams ABVV	CNSLR FRATIA	150.598,18 EURO – 24 months
ROE/013/05	Developping of a regional emergency plan / Pilot project for the development of an emergency planning in the region of Bucharest	Vlaamse Christelijke Mutualiteiten	Foundation for Mutual Help	71.400 EURO – 24 months
ROE/015/05	Mine & Landfill Restoration Caras Severin / Environmental Mine and Landfill Rehabilitation Plan for Caras Severin County	ECOREM nv	Ministry of Economy and Trade	92.284 EURO – 24 months
ROE/030/05	Coordination centre for health promotion	Somepro vzw	Caras-Severin County Public Health Authority	67.710 EURO – 24 months
ROE/006/05 On the waiting list	FRU-FRU/ Flanders Romanian Uplifting of Fruit production Renovation Utilities	Katholieke Hogeschool Kempen	UASVM Timisoara	83.539,50 EURO – 36 months

Comme le total des budgets demandés dépasse le budget disponible, la Partie flamande procèdera à une réduction des budgets afin de pouvoir financer un maximum des projets précités.

18. COOPERATION ENTRE LES AUTORITES LOCALES

Les deux Parties prennent note du grand nombre de jumelages entre les villes et villages roumains et flamands. Elles soutiendront et encourageront la coopération entre les autorités publiques locales et régionales et leurs organisations respectives telles que le VVSG (Vlaamse Vereniging van Steden en Gemeenten) et les associations roumaines des villes et des villages.

Une attention toute particulière sera accordée:

- au renforcement de la capacité administrative des autorités locales en vue de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne ;
- à la coopération inter municipale.

La Partie roumaine souhaite organiser une visite pour échanger de l'expérience en matière de pouvoirs locaux et le cadre d'organisation de l'administration du ministère flamand.

19. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

Généralités

Les deux Parties se feront parvenir leurs propositions relatives au nouveau programme d'activités au plus tard six (6) semaines avant la date prévue de la réunion de la Commission mixte.

Dans le cadre de ce programme elles échangeront les personnes parlant l'anglais, le français, l'allemand ou la langue du pays d'accueil.

19.1. Bourses d'études

19.1.1. L'échange des bourses d'étude sous article 13.3 (bourses de spécialisation et de recherche) se fait sous les conditions suivantes:

- a) Les candidats sont âgés de moins de 36 ans, sont titulaires d'un diplôme « master » ou équivalent et se sont distingués lors de leurs études ;
- b) Les candidats sont sélectionnés par la Partie d'envoi ;
- c) La Partie d'envoi transmet à la Partie d'accueil les dossiers, dûment remplis, avant le 1er avril. Le dossier de candidature comprend:
 - un curriculum vitae détaillé mentionnant la connaissance des langues;
 - une description détaillée du projet d'études ou de recherche + note circonstanciée motivant le choix;
 - si possible, une preuve de l'admission dans un établissement de l'enseignement supérieur de la Communauté flamande, qui répond aux exigences du projet d'études ou de recherche;
 - tous les documents peuvent être introduits soit en anglais, en français ou dans la langue du pays d'accueil;
- d) La Partie d'accueil informera la Partie d'envoi, avant le 1er juillet, de l'adoption ou non des candidatures et /ou des programmes d'études proposés;

e) La Partie d'envoi donnera, au moins deux (2) semaines au préalable, des données précises relatives à l'arrivée des boursiers.

19.1.2. Les échanges d'étudiants, prévus dans le présent programme sous l'article 13.3.1. (bourses de spécialisation) s'effectueront dans le respect des modalités suivantes:

À la charge de la Partie d'envoi

- Les frais de voyage international aller-retour

À la charge de la Partie d'accueil

En Communauté flamande:

- une allocation mensuelle de 720,00 euros;
- les frais d'inscription dans un établissement de la Communauté flamande ou subventionné par cette dernière, limités à un montant maximal établi annuellement (pour l'année 2004 – 2005, la limite est de 502,00 euro);
- une assurance maladie et une assurance responsabilité civile applicables dans le cadre de la législation belge.

19.1.3. Les échanges d'étudiants, prévus dans le présent programme sous l'article 13.3.2. (bourses de recherche) s'effectueront dans le respect des modalités suivantes:

À la charge de la Partie d'envoi

- Les frais de voyage international aller-retour

À la charge de la Partie d'accueil

La Communauté flamande:

- une allocation mensuelle de 690,00 euros;
- une somme de 125,00 euros pour les frais d'installation des boursiers, qui résident un mois ou plus en Flandre;
- une assurance maladie et une assurance responsabilité civile applicables dans le cadre de la législation belge.

19.1.4. Les échanges d'étudiants, prévus dans le présent programme sous l'article 13.4 (cours d'été de langue et culture néerlandaise) s'effectueront dans le respect des modalités suivantes

À la charge de la Partie d'accueil

En Communauté flamande:

- La Partie flamande informera avant le 1er avril les candidats, qui sont sélectionnés pour une bourse, destinée à suivre un cours d'été de langue et culture néerlandaise. Ce cours est organisé sous les auspices de la Nederlandse Taalunie.

La bourse comprend:

- les frais d'inscription;
- le logement et les repas;
- la participation à des excursions dans le cadre du programme;

- une assurance maladie et une assurance responsabilité civile applicables dans le cadre de la législation belge.

19.2. Echange de personnes

Les échanges de personnes de courte durée (maximum 30 jours et sur invitation) prévus dans le présent programme s'effectueront dans le respect des modalités suivantes:

- a) la Partie d'envoi communiquera à la Partie d'accueil, au moins trois (3) d'avance, les curricula vitae, l'invitation, les programmes de mission ainsi que les dates précises d'arrivée et de départ des intéressés;
- b) la Partie d'accueil confirme la volonté d'accueil six (6) semaines avant le départ. Le jour d'arrivée sera confirmée aux moins deux (2) semaines en avance.
- c) À la charge de la Partie d'envoi:
 - Les frais de voyage international aller-retour.
- d) À la charge de la Partie d'accueil:

La Communauté flamande:

- logement et petit déjeuner;
- indemnité forfaitaire de 37,00 € par jour (frais de transport non inclus) ou 50,00 € (frais de transport inclus);
- une assurance maladie et une assurance responsabilité civile applicables dans le cadre de la législation belge.

19.3. Films

À la charge de la Partie d'origine:

- frais de transport et d'assurance des films.

À la charge de la Partie d'accueil:

- frais de présentation.

19.4. Expositions

Les conditions d'organisation d'expositions et les responsabilités respectives des Parties seront établies dans des protocoles concernant l'organisation des expositions, signés par les organisateurs.

19.5. Les autres modalités sont à convenir, cas par cas, par la voie diplomatique.

19.6. Ce programme de travail n'exclut pas les possibilités d'organiser d'autres manifestations et des échanges et d'entamer de nouveaux projets sur lesquels les deux Parties contractantes se mettent d'accord.

19.7. Les Parties s'entendront sur les conditions de chaque événement spécifique par la voie diplomatique. Tous les malentendus concernant l'interprétation ou la réalisation de ce programme de travail seront résolus par des négociations entre les deux Parties contractantes.

Les deux Parties conviennent de tenir la prochaine réunion de la commission mixte à Bruxelles, au troisième trimestre de l'an 2007.

Fait à Bucarest, le 14 octobre 2005, en deux originaux, en langues néerlandaise, française et roumaine, les trois textes faisant également foi. En cas de litige, le texte français servira de texte de référence.

Pour le Gouvernement de la Flandre,

Pour le Gouvernement de la Roumanie,

Freddy EVENS

Mircea TOADER

Les deux Parties conviennent de tenir la prochaine réunion de la commission mixte à Bruxelles, au troisième trimestre de l'an 2007.

Fait à Bucarest, le 14 octobre 2005, en deux originaux, en langues roumaine, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi. En cas de litige, le texte français servira de texte de référence.

Pour le Gouvernement de la Roumanie,

Pour le Gouvernement de la Flandre,

Mircea TOADER

Freddy EVENS